

Intervention de Dominique BOY-MOTTARD au Splendid – 3 avril 2007

Certains sont là pour manifester leur soutien à Ségolène Royal, d'autres sont là qui s'interrogent encore et le meilleur moyen de les convaincre est de mettre en avant les propositions de notre candidate.

Pour autant, avant d'y venir, je voudrais réagir à un article de Nice-Matin aujourd'hui où l'on voit en photo toute une kyrielle de personnalités politiques locales, derrière un ruban bleu-blanc-rouge, autour de Christian Estrosi, inaugurer une nouvelle maison du département à Nice. Au-delà de l'information elle-même (tous les jours ils inaugurent quelque chose ces gens-là : la première pierre, la deuxième, la troisième...), ce qui me fait réagir c'est qu'on essaie de faire passer le message suivant : Estrosi et Peyrat, ce n'est pas la même chose, ceux qui sont avec Estrosi seraient des gens bien (et d'aligner des noms), la preuve, ils sont en conflit avec Peyrat. Mais de qui se moque-t-on ? Tous ces gens-là sont bien à l'UMP que je sache ? Qu'il y ait des rivalités personnelles entre eux, c'est certain : mais là n'est pas le problème.

On connaît bien l'UMP et ce qu'elle représente au niveau national : nous avons eu 12 ans de Chirac à la présidence de la République et je ne sais plus combien d'années de Sarkozy au gouvernement, plus particulièrement ces dernières années au ministère de l'intérieur.

Mais pour en avoir une idée encore plus précise, il nous faut nous arrêter un moment sur ses représentants au niveau local. Peyrat et Estrosi, c'est vrai, ils ont chacun leur genre. Ils peuvent ainsi apparaître comme très différents : mais les côtoyer permet de constater à quel point ils participent tous deux du corpus idéologique de l'UMP.

Christian Estrosi d'abord, le séillant ministre, président du CG. Christian Estrosi, c'est Monsieur « un plan tous les 15 jours » : le plan sur les personnes âgées, le plan sur les personnes handicapées, sur les jeunes... Un de ces jours, on aura un plan sur les plans ! Il affecte volontiers, dans le cadre de l'exercice de ses mandats locaux, d'avoir un esprit d'ouverture. Un de ses trucs favoris, c'est de dire : « Je ne regarde pas si tel ou tel projet vient de droite ou de gauche ; si c'est bon pour le département, je prends ». Mais ce masque peut voler facilement en éclats.

Et justement, à ce propos, je voudrais vous faire part d'une anecdote récente (elle date de quelques jours et elle est très significative). Elle concerne le « plan jeunes 06 ». Ce plan, avec mes collègues de l'opposition, je l'ai voté car il contient un certain nombre de choses utiles pour les jeunes (une aide pour la santé, pour le permis de conduire, pour l'accès à un logement...). Pour autant, ce n'est pas celui que nous aurions fait : nous aurions préféré d'autres équilibres, choisi d'autres arbitrages. Et nous l'avons fait savoir à ce moment-là : nous avons notamment souligné que ce plan faisait la part un peu trop belle à l'accession à la propriété (qui concerne peu de jeunes) au détriment de l'accès à un logement locatif. Evidemment, nous nous étions attiré l'inévitable réplique du ministre : « Vous n'êtes jamais contents ! ».

Quelques mois plus tard, le plan est mis en application. Lors de la dernière Commission permanente, il y a une quinzaine de jours, nous avons eu la confirmation concrète de ce que nous craignons. On nous propose de voter environ de 140.000

euros de subventions pour aider 490 jeunes à s'installer dans un appartement en location (300 euros pour chacun) et près de 760.000 euros pour aider 78 jeunes propriétaires (environ 10.000 euros chacun). Je fais remarquer que les 10.000 euros ne susciteront qu'un effet d'aubaine pour des jeunes ayant déjà les moyens, à moins de 25 ans (grâce à leurs parents le plus souvent), d'acheter un logement dont le prix est parfois supérieur à 200.000 euros (ce ne sont pas les 10.000 euros du CG qui vont changer grand-chose : qu'ils les aient ou pas, le logement est acheté quand même...) ; alors que les 300 euros pour accéder à une location risquent de se révéler insuffisants pour d'autres jeunes en réelle difficulté. En faisant cette remarque, en montrant à quel point cela était inéquitable (**un jeune qui peut acheter un logement reçoit 33 fois plus d'argent du CG qu'un jeune qui ne peut assumer qu'une location : 10.000 euros contre 300 euros**), en mettant en évidence ces chiffres, je pensais, très sincèrement, que la majorité de droite du CG allait admettre que quelque chose n'allait pas, que ce Plan posait des problèmes. Eh bien ! J'étais naïve... Le ministre président a commencé par fustiger cette socialiste qui ne voulait pas que les jeunes accèdent à la propriété avant de s'exalter au point d'affirmer que de toute façon, « c'est normal, la gauche est contre la propriété ». Et pas un des membres de sa majorité ne s'est montré en désaccord avec lui. Tout ça s'est terminé avec la mise en accusation de l'ensemble des membres du groupe socialiste du CG, membres qui dans la bouche d'Estrosi devenaient les peu glorieux héritiers des bolchevicks.

Alors oui, c'est ça, l'UMP au Conseil général, c'est ça leur libéralisme : c'est le choix d'aider les plus favorisés au détriment des plus faibles.

Dans un autre genre, deuxième personnalité locale de l'UMP : Jacques Peyrat. Ah ! Sur Jacques Peyrat, il y aurait beaucoup à dire (d'ailleurs, on dit beaucoup). Mais je voudrais m'arrêter sur ses honteuses déclarations le renvoyant à ses origines politiques. Qu'a-t-il dit ? Tout simplement que si son candidat (Sarkozy) était absent du second tour de la Présidentielle, il voterait Le Pen. Ces propos ne lui ont pas échappé, ce n'était pas une erreur, sa langue n'avait pas fourché, car Patrick lui a posé solennellement la question au Conseil municipal et il les a confirmés en disant que le FN faisait partie de la famille de la droite. Le plus scandaleux dans tout ça, c'est que quand Peyrat parle, c'est le maire de la cinquième ville de France qui s'exprime. Et à ce jour, il n'a été contredit publiquement par aucun des autres membres de l'UMP ni du département, ni d'ailleurs (le Président de l'UMP, un certain Sarkozy, copain de notre ministre local, il n'a rien dit non plus). La gauche peut se sentir trompée, elle qui a permis à Chirac d'être le président le mieux élu de la Ve République. En fait, si Peyrat est parfois marginalisé par ses amis, c'est tout simplement parce qu'ils lui reprochent de dire tout haut ce que beaucoup d'entre eux pensent tout bas.

Estrosi, l'ultralibéral, Peyrat, le nostalgique de l'extrême droite. C'est ça l'UMP. Tous les deux soutiennent Sarkozy. Alors, il nous faut être très clairs : quelques semaines après l'élection présidentielle, il y aura les Législatives. Ici même, dans la 2^e circonscription, j'aurais l'honneur de défendre nos couleurs. Il ne saurait être question que nos adversaires fassent leur choix dans le supermarché de la droite locale. Parce que quand on est candidat à Nice et qu'on est UMP, on est le frère idéologique et d'Estrosi, et de Peyrat.

Mais laissons là ces messieurs de la droite. Pour qu'une réunion comme celle-ci soit utile, on ne peut se contenter d'attaquer l'adversaire (même si ça fait plaisir !). On sait très bien que la France a besoin d'un vote d'adhésion, parce que ces dernières années ont accumulé les votes de rejet. Et il n'y aurait rien de pire pour la gauche que de gagner sur le rejet de Sarkozy. Il faut gagner sur un projet, sur notre projet, et ne pas se lasser d'en expliquer tous les aspects.

Aujourd'hui, profitant de la présence à nos côtés de Ladislas Polski, ami de Jean-pierre Chevènement, je voudrais expliciter notre démarche sur l'Europe. Le débat sur le traité constitutionnel européen nous a divisés, déchirés. Mais en même temps, cette opposition au sein de la gauche, c'était l'affrontement de deux espérances :

- l'espérance internationaliste d'une part, parce que le progrès des sociétés ne peut s'envisager que par le dépassement de l'Etat Nation, et là on retrouvait l'esprit de Monet, de Schuman, mais aussi de Delors et de Mitterrand ;
- l'espérance sociale d'autre part, car l'Europe doit être un instrument de lutte contre la mondialisation libérale.

Le résultat du référendum a suspendu l'une sans relancer l'autre. Par nos propositions aujourd'hui, dans le cadre de cette élection présidentielle, il s'agit non seulement de relancer la machine institutionnelle de l'Union Européenne, mais aussi de réconcilier deux espérances qui fondent le rêve européen.

Le pacte présidentiel de Ségolène Royal nous donne les bases de cette réconciliation. On peut regrouper ses propositions en quelques grandes idées :

1) Il faut tout d'abord procéder à une réorientation du budget et des politiques de l'Europe. Actuellement, la Politique Agricole commune représente presque la moitié d'un budget européen par ailleurs rachitique. Il faut réorienter nos choix vers l'avenir. Et l'avenir, qu'est-ce que c'est ? L'avenir, c'est la recherche, c'est l'énergie, c'est l'environnement. Et ça, ça supposera d'autres moyens budgétaires pour l'Europe que ceux qui sont actuellement les siens.

2) Il faut aussi doter l'Europe d'une vraie gouvernance économique. Nous sommes actuellement dans une situation complètement absurde avec une monnaie gérée par la Banque Centrale Européenne alors que les politiques économiques sont nationales. Or la monnaie est un élément important d'une politique économique et budgétaire. En plus, on connaît l'idéologie de la Banque Centrale, une idéologie de rigueur économique qui condamne par avance toute politique de gauche de relance de la consommation et de lutte contre le chômage. Il faut donc un gouvernement économique de la zone euro (et, dans la foulée, on pourrait suggérer à nos partenaires européens de voter eux aussi à gauche comme les Français vont le faire dans quelques semaines !).

3) L'Europe doit avoir de hautes exigences sociales et éclairer l'avenir en termes d'environnement. Il ne s'agit pas de faire un catalogue de différentes mesures éparses. Ces mesures doivent constituer la matrice d'un véritable projet européen de

développement durable s'appuyant sur les trois piliers que l'on connaît bien : l'économique, le social et l'environnemental.

4) Il nous faut ensuite une véritable Europe de la Défense. Quand on est de gauche, on a tendance à se préoccuper davantage de besoins sociaux que de Défense. Mais en même temps, si on veut une France forte, qui puisse défendre y compris son modèle social, l'esprit de responsabilité doit nous conduire à penser qu'il faut poursuivre l'effort en direction de la Défense. Pour résoudre l'équation financière, mais aussi pour plus d'efficacité, nous avons besoin d'une défense européenne. D'ailleurs, le dernier point que je voudrais aborder n'est pas sans lien avec cette remarque.

5) L'Europe, c'est surtout la chance de transformer un monde très dangereux, entre l'Amérique façon Bush d'un côté et les Etats voyous et Ben Laden de l'autre, de transformer ce monde en un monde multipolaire. Nous devons casser l'actuelle logique des rapports Nord-Sud et donner toute son importance au co-développement. Ce ne doit pas être qu'un slogan, car c'est à la fois une nécessité géopolitique et une nécessité pour la cohérence de nos sociétés. Le Pacte présidentiel propose une sorte de carnet de route pour aller dans ce sens, avec deux priorités :

- la coopération euro méditerranéenne, d'une part, qui peut constituer un pont lancé entre les deux civilisations dont on prédit l'affrontement dans les décennies qui viennent ;
- la recherche de la paix au Proche-Orient, d'autre part, car seule l'Europe – peut-être – est en mesure d'aider vraiment en ce sens. De par son histoire – et cette histoire a été souvent douloureuse – de par son histoire, l'Europe est en effet proche des parties en conflits : les juifs et les Arabes. Symboliquement, l'Europe c'est la patrie, à la fois de Primo Levi et de Laurence d'Arabie...

Moi, c'est à cette Europe-là que je crois, et c'est parce que j'y crois, c'est parce que je crois dans les autres propositions qui figurent dans son Pacte présidentiel, que le 22 avril et le 26 mai, je voterai, avec vous, avec la majorité des Français, pour notre candidate, pour Ségolène Royal.